

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 88 — 313

**12 NOVEMBER 1987.** — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve betreffende de modaliteiten van tussenkomst van het Waalse Gewest om hulp te verlenen aan de K.M.O.'s getroffen tijdens de wolkbreuken van 24 augustus en 1 september 1987, bij toepassing van artikel 5 van de wet van 4 augustus 1978

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, inzonderheid op artikel 5, § 1, 5e lid;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, VI, 4<sup>o</sup>;

Gelet op het besluit van de Executieve van 27 januari 1982 houdende regeling van de werking van de Waalse Executieve, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het besluit van de Executieve van 23 december 1985 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers, leden van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 september 1987 waarbij de schade veroorzaakt door de wolkbreuken van 24 augustus en 1 september 1987 in sommige gemeenten van het Waalse Gewest als een algemene ramp wordt beschouwd en waarbij de geografische uitgestrektheid van deze ramp wordt afgebakend ten einde artikel 5 van de wet van 4 augustus 1978 toe te passen;

Overwegende de noodzaak een maximum aan hulp te verlenen aan de getroffen K.M.O.'s ten einde hun economische wederoprichting duurzaam te verzekeren;

Op de voordracht van de Minister van Economie, Tewerkstelling en Middenstand voor het Waalse Gewest,

Besluit :

**Art. 1.** De beslissing van de Executieve van 3 juli 1986 om een minimum van 3 % interest op het gesubsidieerd deel van het krediet door de rechthebbende op de toelagen te doen dragen is niet van toepassing op de K.M.O.'s getroffen door een algemene ramp erkend als zodanig door de Waalse Gewestexecutieve.

**Art. 2.** De als echt door het gemeentebestuur erkende vervangingsinvesteringen aangegaan door deze ondernemingen kunnen genieten van de toepassing van artikel 5 van de wet van 4 augustus 1978 ten gunste van de getroffen ondernemingen zoals bepaald is door de toepassingsrichtlijnen voor het Waalse Gewest, dat wil zeggen :

— de overneming van het geheel van de interest min 1 % op 75 % van de investering gedurende drie jaar;

— de toekenning van een interest-toelage van 7 %, zonder toepassing van de beslissing van de Executieve van 3 juli 1986, voor twee bijkomende jaren.

**Art. 3.** De aanvaardbare investeringen voor het recht op de toelagen zijn :

— elke beroepsvervangingsinvestering, ongeacht haar aard en haar bedrag;

— de heropbouw van de stock van grondstoffen maar niet van de goederenstock.

**Art. 4.** Onze Minister van Economie, Tewerkstelling en Middenstand wordt belast met de uitvoering van dit besluit, in aanvulling van het besluit van 10 september 1987.

Brussel, 12 november 1987.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met de Nieuwe Technologieën, de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Middenstand,

A. DECLÉTY

F. 88 — 314

**12 NOVEMBRE 1987.** — Arrêté de l'Exécutif régional wallon fixant la composition et le fonctionnement de la commission de recours contre les décisions relatives au déversement des eaux usées

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment l'article 14, § 3;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions;

Vu l'avis de la Commission consultative de la protection des eaux de surface contre la pollution, donné le 16 septembre 1987;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Considérant qu'il importe que la commission de recours puisse exercer ses activités dans les meilleurs délais parce que son avis est requis dès qu'un recours est introduit contre une décision relative à une autorisation de déversement;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Vie rurale et de l'Eau pour la Région wallonne,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> « Ministre » : Le Ministre, membre de l'Exécutif qui a la politique de l'Eau dans ses attributions.

2<sup>o</sup> « Commission » : la commission de recours établie en application du présent arrêté.

**Art. 2.** La commission se compose de cinq membres nommés parmi les candidats présentés par :

- la Faculté des sciences appliquées de l'Université de Liège;
- la Faculté des sciences appliquées de l'Université catholique de Louvain (U.C.L.);
- la Faculté polytechnique de Mons;
- la Faculté des sciences agronomiques de l'Etat à Gembloux;
- les Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur.

**Art. 3.** Chacune des institutions visées à l'article 2 présente deux candidats effectifs et deux candidats suppléants, compétents en matière de pollution des eaux et domiciliés dans la Région wallonne.

Un membre effectif et un suppléant issus de chaque institution visée à l'article 2 sont nommés par l'Exécutif.

**Art. 4.** Les mandats sont conférés pour une période de cinq ans. Ils prennent cours à la date de l'arrêté de nomination.

En cas d'empêchement, le membre suppléant remplace le membre effectif.

En cas de vacance avant l'expiration d'un mandat effectif, le membre suppléant achève le mandat en cours. Au terme de la période de cinq ans, la commission est renouvelée aux conditions fixées aux articles 2 et 3.

Les institutions visées à l'article 2 sont invitées à présenter leurs candidats trois mois au moins avant l'expiration du terme. L'Exécutif nomme les membres au plus tard à la fin de la période susvisée.

**Art. 5.** La présidence est exercée pour une période d'un an successivement par chacun des membres qui déterminent ensemble l'ordre dans lequel ils exerceront cette mission.

**Art. 6.** Le siège de la commission est fixé à Namur.

**Art. 7.** Le secrétariat de la commission est assuré par des fonctionnaires et agents de l'Inspection générale de l'Eau.

Le secrétaire et son suppléant sont désignés parmi les fonctionnaires étrangers au service instruisant les autorisations de déversement, par le Directeur général des Ressources naturelles et de l'Environnement.

Le secrétaire ou son suppléant assiste aux réunions de la commission auprès de laquelle il assume la fonction de rapporteur.

Le secrétaire réunit la documentation utile aux travaux de la commission, notamment celle qui a servi à l'établissement, par l'administration, du dossier d'autorisation ainsi que celle relative au recours et remplit toutes les missions nécessaires au bon fonctionnement de celle-ci.

**Art. 8. § 1<sup>er</sup>.** Le recours est ouvert au demandeur ou au détenteur de l'autorisation, ainsi qu'aux tiers intéressés (justifiant d'un intérêt personnel, direct et actuel à savoir l'organisme d'épuration, les entreprises voisines, les utilisateurs de l'eau, les voisins, etc.)

§ 2. Le recours est notifié au siège de la commission par pli recommandé à la poste:

1<sup>o</sup> dans les trente jours de la notification de la décision quand il est introduit par le demandeur ou le titulaire de l'autorisation;

2<sup>o</sup> dans les trente jours de l'affichage de la décision quand il est introduit par un tiers intéressé;

Il contient :

1<sup>o</sup> les nom, prénom, profession et domicile de la personne physique requérante, ainsi que, le cas échéant, les nom, prénom, domicile et qualité de ses représentants légaux, ou la raison sociale et le siège de la personne morale requérante, ainsi que l'identité et l'adresse de ses organes légaux ou statutaires;

2<sup>o</sup> la désignation de la décision attaquée;

3<sup>o</sup> l'énoncé des moyens.

**Art. 9.** La commission se réunit sur convocation du Président qui fixe l'ordre du jour.

Celui-ci est tenu de réunir la commission dans les quinze jours qui suivent la réception d'un recours.

**Art. 10. § 1<sup>er</sup>.** La commission ne délibère valablement que si trois des membres au moins sont présents.

Si cette condition n'est pas remplie, la commission est convoquée à nouveau à huitaine avec le même ordre du jour et elle vote valablement quel que soit le nombre des membres présents.

Les avis sont pris à la majorité des voix émises. En cas de partage de voix, la voix du Président est prépondérante.

§ 2. Le membre de la commission qui, à un titre quelconque est concerné par un recours, en avertit le président et s'abstient de participer aux travaux de la commission.

**Art. 11.** L'avis doit être donné dans le mois qui suit la réception du recours, faute de quoi il sera passé outre.

Le président transmet sans délai l'avis au président de l'Exécutif et notification en est faite à l'autorité compétente dont la décision a fait l'objet d'un recours, au requérant et, le cas échéant, au titulaire de l'autorisation.

**Art. 12.** Tout participant aux réunions de la commission bénéficie des remboursements des frais de déplacement suivant les modalités prévues par les arrêtés royaux du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des Ministères et du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours tels qu'ils sont modifiés ultérieurement.

Pour l'application des arrêtés précités, les membres de la commission sont assimilés aux agents du rang 15.

**Art. 13.** Chaque année, l'Exécutif arrête le budget de fonctionnement de la commission. Le budget comprend les frais de fonctionnement nécessaires pour assurer la mission de la commission, la rémunération des membres sous forme de jetons de présence d'un montant de trois mille francs par séance ainsi que les frais de déplacement.

L'Administration de l'Inspection générale de l'Eau gère le budget annuel alloué pour le fonctionnement de la commission.

**Art. 14.** La commission établit son règlement d'ordre intérieur qu'elle soumet à l'approbation du Ministre.

Art. 15. Le Ministre est chargé de l'Exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 novembre 1987.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé des Technologies nouvelles,  
des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel,

M. WATHELET

Le Ministre de la Région Wallonne pour l'Aménagement du Territoire,  
de l'Eau et de la Vie rurale.

A. LIENARD

ÜBERSETZUNG

D. 88 — 314

**12. NOVEMBER 1987. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Festlegung der Zusammensetzung und der Arbeitsweise des Ausschusses für Beschwerden gegen die Beschlüsse bezüglich der Einleitung der Abwässer**

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung, insbesondere des Artikels 14, § 3;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund des Gutachtens des Beratenden Ausschusses für den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung, abgegeben am 16. September 1987;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

In der Erwägung, daß der Ausschuß für Beschwerden seine Tätigkeiten so schnell wie möglich ausüben können muß, weil sein Gutachten erforderlich ist, sobald eine Beschwerde gegen einen Beschluß bezüglich einer Einleitungsgenehmigung eingereicht wird;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Landlebens und des Wassers für die Wallonische Region;

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

**Artikel 1.** Im Sinne dieses Erlasses versteht man unter :

1. « Minister » : den Minister, Mitglied der Exekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört;

2. « Ausschuß » : den in Anwendung dieses Erlasses errichteten Ausschuß für Beschwerden.

**Art. 2.** Der Ausschuß besteht aus fünf Mitgliedern. Diese werden unter den Kandidaten ernannt, die vorgeschlagen werden von :

— der Fakultät für Angewandte Wissenschaften der Universität Lüttich;

— der Fakultät für Angewandte Wissenschaften der Katholischen Universität Löwen (U.C.L.);

— der Polytechnischen Fakultät Mons;

— der Fakultät für Agrarwissenschaften in Gembloux;

— den Universitären Fakultäten Notre-Dame de la Paix in Namur.

**Art. 3.** Jedes der in Artikel 2 erwähnten Institute schlägt zwei effektive Mitglieder und zwei Ersatzmitglieder vor, die auf dem Gebiet der Wasserverschmutzung kompetent sind und ihren Wohnsitz in der Wallonischen Region haben.

Die Exekutive ernennt ein effektives und ein Ersatzmitglied aus jedem in Artikel 2 erwähnten Institut.

**Art. 4.** Die Mandate werden für eine Periode von fünf Jahren erteilt.

Sie gelten ab dem Datum des Ernennungserlasses.

Wenn ein effektives Mitglied verhindert ist, wird es vom Ersatzmitglied vertreten.

Wenn ein effektives Mandat vor seinem Ablauf frei wird, beendet das Ersatzmitglied das laufende Mandat.

Am Ende der fünfjährigen Periode wird der Ausschuß unter den in Artikeln 2 und 3 erwähnten Bedingungen erneuert.

Die in Artikel 2 erwähnten Institute werden aufgefordert, ihre Kandidaten mindestens drei Monate vor Ablauf der Frist vorzuschlagen.

Die Exekutive ernennt die Mitglieder spätestens am Ende der obenerwähnten Periode.

**Art. 5.** Der Vorsitz wird für eine Periode von einem Jahr von jedem der Mitglieder nacheinander geführt. Diese bestimmen gemeinsam den Turnus, in dem sie diese Aufgabe ausüben werden.

**Art. 6.** Der Sitz des Ausschusses ist in Namur festgelegt.

**Art. 7.** Die Sekretariatsgeschäfte des Ausschusses werden von den Beamten und Bediensteten der Generalinspektion für Wasser wahrgenommen.

Der Sekretär und dessen Stellvertreter werden vom Generaldirektor der Naturschätze und der Umwelt unter den Beamten benannt, die nicht zu der Dienststelle gehören, die die Einleitungsgenehmigungen bearbeitet.

Der Sekretär oder dessen Stellvertreter nimmt an den Sitzungen des Ausschusses teil und fungiert dort als Berichterstatter.

Der Sekretär stellt die für die Arbeiten des Ausschusses nützliche Dokumentation zusammen, insbesondere diejenige, die die Verwaltung für die Bearbeitung der Genehmigungsakte benutzt hat, sowie diejenige über die Beschwerde, und er erfüllt alle erforderlichen Aufgaben, damit der Ausschuß reibungslos funktioniert.

**Art. 8. § 1.** Die Beschwerde kann von dem Antragsteller oder dem Inhaber der Genehmigung oder von Drittpersonen (die persönlich, direkt und zum Zeitpunkt der Beschwerde betroffen sind, nämlich von der Vereinigung für die Klärung, den benachbarten Betrieben, den Verbrauchern des Wassers, den Nachbarn, usw.) eingelegt werden.

§ 2. Die Beschwerde wird am Sitz des Ausschusses per Einschreiben zugestellt :

1. binnen dreissig Tagen nach der Mitteilung des Beschlusses, wenn sie von dem Antragsteller oder dem Inhaber der Genehmigung eingereicht wird;

2. binnen dreissig Tagen nach dem Anschlagen des Beschlusses, wenn die Beschwerde von einer betreffenden Drittperson eingereicht wird.

Sie enthält :

1. den Namen, den Vornamen, den Beruf und den Wohnsitz der beschwerdeführenden natürlichen Person sowie gegebenenfalls den Namen, den Vornamen, den Wohnsitz und die Eigenschaft ihrer gesetzlichen Vertreter oder die Gesellschaftsfirmen und den Sitz der beschwerdeführenden juristischen Person sowie die Identität und die Adresse ihrer gesetzlichen oder laut Satzungen bestellten Organe;

2. die Bezeichnung des angefochtenen Beschlusses;

3. die Anführung der Argumente.

**Art. 9.** Der Ausschuss tagt nach Einberufung des Vorsitzenden, der die Tagesordnung festlegt.

Letzterer muß den Ausschuss binnen fünfzehn Tagen nach dem Eingang einer Beschwerde einberufen.

**Art. 10. § 1.** Die Beschlüsse des Ausschusses sind nur gültig, wenn mindestens drei Mitglieder anwesend sind.

Ist diese Bedingung nicht erfüllt so wird der Ausschuss innerhalb acht Tagen erneut mit derselben Tagesordnung einberufen, und seine Abstimmungen sind dann gültig ungeachtet der Anzahl anwesender Mitglieder.

Die Gutachten werden mit Stimmenmehrheit abgegeben. Bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

§ 2. Das Mitglied des Ausschusses, das irgendwie von einer Beschwerde betroffen ist, setzt den Vorsitzenden davon in Kenntnis und verzichtet auf die Teilnahme an den Arbeiten des Ausschusses.

**Art. 11.** Das Gutachten muß innerhalb des Monats, der dem Eingang der Beschwerde folgt, abgegeben werden, andernfalls wird es nicht berücksichtigt.

Der Vorsitzende läßt dem Vorsitzenden der Exekutive das Gutachten unverzüglich zukommen. Dieses wird auch der zuständigen Behörde, gegen deren Beschluß eine Beschwerde eingelegt worden ist, dem Beschwerdeführer und gegebenenfalls dem Inhaber der Genehmigung zugestellt.

**Art. 12.** Jede Person, die an den Sitzungen des Ausschusses teilnimmt, hat Anrecht auf die Rückerstattung ihrer Fahrtkosten gemäß den Modalitäten, die im Königlichen Erlaß vom 24. Dezember 1964 zur Festlegung der Fahrtkosten der Mitglieder des Personals der Ministerien und im Königlichen Erlaß vom 18. Januar 1965 zur allgemeinen Regelung in Sachen Fahrtkosten, so wie sie später abgeändert werden, vorgesehen sind.

Für die Anwendung der vorerwähnten Erlasse werden die Mitglieder des Ausschusses den Bediensteten des Rangs 15 gleichgestellt.

**Art. 13.** Jedes Jahr stellt die Exekutive den Verwaltungshaushaltsplan des Ausschusses auf. Der Haushaltsplan umfaßt die zur Erfüllung der Aufgabe des Ausschusses erforderlichen Funktionskosten, das Entgelt für die Mitglieder in Form von Anwesenheitsgeldern in Höhe von dreitausend Franken pro Sitzung sowie die Fahrtkosten.

Die Verwaltung der Generalinspektion für Wasser verwaltet die jährlichen Mittel, die für die Arbeit des Ausschusses bereitgestellt werden.

**Art. 14.** Der Ausschuss gibt sich eine Geschäftsordnung, die er dem Minister zur Genehmigung vorlegt.

**Art. 15.** Der Minister ist mit der Durchführung dieses Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 12. November 1987.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit den Neuen Technologien, den Auswärtigen Beziehungen, den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal,

M. WATHELET

Der Minister der Raumordnung, des Wassers und des Landlebens für die Wallonische Region,

A. LIENARD

—  
VERTALING  
—

N 88 — 314

12 NOVEMBER 1987. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de Commissie van beroep tegen de beslissingen betreffende het lozen van afvalwater

—  
De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de verordening inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling, inzonderheid op artikel 14, § 3;

Gelet op de instemming van de Minister tot wiens bevoegheden de begroting behoort;

Gelet op het advies van de Commissie van advies voor de bescherming van de oppervlaktewateren tegen de vervuiling, gegeven op 16 september 1987;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Overwegende dat het van belang is dat de Commissie van beroep haar activiteiten binnen de kortst mogelijke tijd kan uitoefenen omdat haar advies gevraagd is zodra een beroep ingediend is tegen een beslissing betreffende een vergunning tot lozen;

Op de voordracht van de Minister van de Ruimtelijke Ordening, het Landleven en het Water voor het Waalse Gewest,

Besluit :

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

- 1° « Minister » : de Minister, lid van de Executieve, tot wiens bevoegheden het waterbeleid behoort;
- 2° « Commissie » : de Commissie van beroep opgericht bij toepassing van dit besluit.

**Art. 2.** De Commissie is samengesteld uit vijf leden benoemd onder de kandidaten voorgesteld door :

- de Faculté des sciences appliquées van de Rijksuniversiteit te Luik;
- de Faculté des sciences appliquées van de « Université catholique de Louvain (U.C.L.) »;
- de Faculté polytechnique van Bergen;
- de Faculté des sciences agronomiques de l'Etat te Gembloux;
- de Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix te Namen.

**Art. 3.** Elke van de in artikel 2 bedoelde instellingen stelt twee werkende kandidaten en twee plaatsvervangende kandidaten voor, die bevoegd zijn inzake watervervuiling en woonachtig zijn in het Waalse Gewest.

Een werkend lid en een plaatsvervangend lid afkomstig uit elke van de in artikel 2 bedoelde instellingen worden door de Executieve benoemd.

**Art. 4.** De opdrachten worden toegekend voor vijf jaar. Zij beginnen op de datum van het benoemingsbesluit.

In geval van verhindering vervangt het plaatsvervangend lid het werkend lid.

In geval van vakantie voor het einde van een gewone opdracht, eindigt het plaatsvervangend lid de opdracht aan de gang.

Op het einde van het termijn van vijf jaar wordt de commissie vernieuwd aan de in artikelen 2 en 3 bepaalde voorwaarden.

De in artikel 2 bedoelde instellingen worden uitgenodigd hun kandidaten voor te stellen ten minste drie maanden voor het einde van het termijn. De Executieve benoemt de leden ten laatste op het einde van de bovenvermelde periode.

**Art. 5.** Het voorzitterschap wordt uitgeoefend voor een periode van een jaar achtereenvolgens door elk van de leden die samen vaststellen de orde volgens dewelke zij deze opdracht zullen uitoefenen.

**Art. 6.** De zetel van de commissie wordt te Namen gevestigd.

**Art. 7.** Het secretariaat van de commissie is verzekerd door ambtenaren en agenten van de Algemene Inspectie van het Water.

De secretaris en zijn plaatsvervanger worden tussen de ambtenaren vreemd aan de dienst die de vergunningen tot lozing onderzoekt door de Directeur-generaal van de Natuurlijke Hulpbronnen en het Leefmilieu benoemd.

De secretaris of zijn plaatsvervanger is aanwezig op de vergaderingen van de commissie waar hij de functie van verslaggever verzekert.

De secretaris verzamelt de documentatie nodig voor de werken van de commissie, met name dewelke gediend heeft voor het opstellen door de administratie van het vergunningsdossier evenals dewelke betrekking heeft op het beroep en vervult alle opdrachten nodig voor de goede werking ervan.

**Art. 8. § 1.** Het beroep is mogelijk voor de aanvrager of de houder van de vergunning evenals voor belanghebbende derden (welke een persoonlijk, rechtstreeks en actueel belang rechtvaardigen, namelijk de, zuiveringsinstelling, de naburige ondernemingen, de watergebruikers, de geburen, enz.)

§ 2. Het beroep wordt bij een ter post aangetekende brief aan de zetel van de commissie betekend :

1° binnen de dertig dagen van de kennisgeving van de beslissing wanneer het ingediend is door de aanvrager of de titularis van de vergunning;

2° binnen de dertig dagen van de aanplakking van de beslissing wanneer het ingediend is door een belanghebbende derde.

Het bevat :

1° de naam, voornaam, beroep en woonplaats van de eisende natuurlijke persoon, evenals, in vervallend geval, de naam, voornaam, woonplaats en hoedanigheid van zijn wettelijke vertegenwoordigers, of de firma en de zetel van de eisende rechtspersoon, evenals de identiteit en het adres van zijn wettelijke of statutaire organen;

2° de aanwijzing van de betwiste beslissing;

3° de omschrijving van de middelen.

**Art. 9.** De Commissie vergadert op bijeenroeping van de Voorzitter die de dagorde vaststelt.

Deze is gehouden de commissie bijeen te roepen binnen de vijftien dagen die de ontvangst van een beroep volgen.

**Art. 10. § 1.** De commissie vergadert op geldige wijze enkel indien ten minste drie leden aanwezig zijn.

Indien deze voorwaarde niet vervuld is wordt de commissie opnieuw binnen acht dagen bijeengeroepen met dezelfde dagorde en zij stemt op geldige wijze ongeacht het aantal aanwezige leden.

De adviezen worden op meerderheid van de geuite stemmen genomen. Bij staking van stemmen, is de stem van de Voorzitter beslissend.

§ 2. Het lid van de commissie dat, in een of andere hoedanigheid, betrokken is in een beroep verwittigt de voorzitter ervan en onthoudt zich van deel te nemen aan de werken van de commissie.

**Art. 11.** Het advies moet gegeven worden binnen de maand die de ontvangst van het beroep volgt; bij gebreke daarvan, zal verder gehandeld worden.

De voorzitter dient het advies onverwijld in aan de voorzitter van de Executieve en er wordt kennis van gegeven aan de bevoegde overheid waarvan de beslissing het onderwerp van een beroep was, aan de eiser en, in vervallend geval, aan de titularis van de vergunning.

**Art. 12.** Elke deelnemer aan de vergaderingen van de commissie geniet van de terugbetaling van de reiskosten volgens de modaliteiten voorzien door de koninklijke besluiten van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfskosten toegekend aan de leden van het personeel der Ministeries en van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten zoals zij later gewijzigd werden.

Voor de toepassing van de hierboven vermelde besluiten worden de leden van de commissie gelijkgesteld met de ambtenaren van rang 15.

**Art. 13.** Elk jaar stelt de Executieve de begroting voor de werking van de commissie vast. De betroting bevat de werkingskosten nodig om de opdracht van de commissie te verzekeren, de bezoldiging van de leden in de vorm van presentiegeld van een bedrag van drieduizend frank per zitting evenals de reiskosten.

De administratie van de Algemene Inspectie van het Water beheert de jaarlijkse begroting toegekend voor de werking van de commissie.

**Art. 14.** De commissie stelt haar reglement van inwendige orde op welk zij ter goedkeuring van de Minister voorlegt.

**Art. 15.** De Minister wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 november 1987.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met de nieuwe Technologieën, de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor de Ruimtelijke Ordening, het Water en het Landleven,

A. LIENARD

## ANDERE BESLUITEN

### DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

#### Departementale raad van beroep. — Wijziging

Bij ministerieel besluit van 26 januari 1988 wordt het ministerieel besluit van 23 oktober 1987 houdende aanwijzing van de assessoren, de plaatsvervangende assessoren, de griffiers-rapporteurs en de plaatsvervangende griffiers-rapporteurs van de departementale raad van beroep van de besturen die onder het gezag van de Eerste Minister zijn geplaatst gewijzigd.

### MINISTERIE VAN JUSTITIE

#### Rechterlijke Orde

Bij koninklijke besluiten van 29 januari 1988, zijn benoemd tot eersteaanwezend klerk-griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te :

- Turnhout, Mevr. Sterckx, I., klerk-griffier bij die rechtbank;
- Kortrijk, de heer Audoor, M., klerk-griffier bij die rechtbank.

### MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

#### Afstand van de toelating door een verzekeringsonderneming

Bij koninklijk besluit van 29 januari 1988 wordt vastgesteld de afstand van de toelating, op datum van 1 januari 1988, van de onderneming « Protection et Assistance Automobile », in 't kort « P.A.A. » (administratief codenummer : 907) naamloze vennootschap, waarvan de maatschappelijkezetel gevestigd is Stalingradlaan 26, te 1000 Brussel, voor de tak :

- « Rechtsbijstand » (tak 17).

## AUTRES ARRÊTÉS

### SERVICES DU PREMIER MINISTRE

#### Chambre de recours départementale. — Modification

Par arrêté ministériel du 26 janvier 1988, l'arrêté ministériel du 23 octobre 1987 portant désignation des assesseurs, des assesseurs suppléants, des greffiers-rapporteurs et des greffiers-rapporteurs suppléants de la Chambre de recours départementale des administrations placées sous l'autorité du Premier Ministre est modifié.

### MINISTÈRE DE LA JUSTICE

#### Ordre judiciaire

Par arrêtés royaux du 29 janvier 1988, sont nommés commis-greffier principal au tribunal de première instance de :

- Turnhout, Mme Sterckx, I., commis-greffier à ce tribunal;
- Courtrai, M. Audoor, M., commis-greffier à ce tribunal.

### MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

#### Renonciation à l'agrément par une entreprise d'assurances

Par arrêté royal du 29 janvier 1988 est constatée la renonciation à l'agrément, à la date du 1er janvier 1988, de l'entreprise « Protection et Assistance Automobile », en abrégé : « P.A.A. » (code administratif : 907) société anonyme, dont le siège social est situé avenue de Stalingrad 26, à 1000 Bruxelles, pour la branche :

- « Protection juridique » (branche 17).